

Résumé

Des politiques macroéconomiques et structurelles efficaces ont permis à l'économie turque de connaître une reprise vigoureuse après la crise mondiale : la croissance y a avoisiné 9 % en 2010-11, accompagnée de la création de nombreux emplois. Néanmoins, au cours de ce processus, le déficit des paiements courants s'est creusé pour atteindre environ 10 % du PIB, tandis que l'inflation des prix à la consommation a dépassé 10 %. Le ralentissement économique qui se manifeste depuis la mi-2011 contribue à résorber ces déséquilibres extérieurs et intérieurs, mais à un rythme modéré compte tenu de la hausse des prix internationaux de l'énergie. Pour ramener le déficit actuel des paiements courants à un niveau plus tenable et respecter l'objectif de 5 % d'inflation, il faut agir à la fois sur les leviers de la politique macroéconomique et de la politique structurelle, et la Turquie a pris des premières mesures en ce sens. Ces mesures jetteront également les bases d'améliorations durables du niveau de vie à plus long terme.

La compétitivité extérieure jouera un rôle essentiel pour permettre à la Turquie de rééquilibrer son économie en réduisant sa dépendance à l'égard de la demande intérieure en faveur de la demande extérieure, et pour soutenir la croissance de l'emploi, des revenus et de l'épargne intérieure. Les gains de compétitivité ont un effet particulièrement marqué sur les possibilités d'emploi des travailleurs peu qualifiés, qui contribuent directement à réduire la pauvreté et à renforcer la cohésion sociale.

Le dosage actuel de la politique monétaire, budgétaire et macroprudentielle vise à réduire l'inflation et à éviter une appréciation excessive du taux de change réel, tout en maîtrisant la volatilité des flux de capitaux. À cette fin, la banque centrale utilise un large corridor de taux d'intérêt et module les obligations de réserves des banques, tout en intervenant ponctuellement sur le marché des changes. Dans le même temps, les autorités de tutelle n'hésitent pas à recourir à des instruments prudents, comme le plafonnement de la quotité de prêt et la constitution de provisions obligatoires afin de limiter la croissance du crédit. La position budgétaire globale reste saine, mais un resserrement pourrait être envisagé afin de mieux soutenir l'austérité monétaire. Un cadre budgétaire plus transparent, associé au plafonnement des dépenses des administrations publiques et à une meilleure prise en compte des évolutions corrigées des variations conjoncturelles, concourrait également à cet objectif.

L'emploi et les taux d'activité sont en hausse, mais un grand nombre de nouveaux emplois sont créés dans le secteur informel et les compétences de la main-d'œuvre restent le plus souvent insuffisantes. Ces deux handicaps pénalisent la productivité et la compétitivité. Pour encourager l'embauche dans le secteur formel, des contrats de travail plus souples sont nécessaires et la fixation du salaire minimum devrait être décentralisée. Le taux de scolarisation progresse, mais la marge d'amélioration de la qualité et de l'équité reste importante, notamment en donnant plus d'autonomie aux écoles et aux universités, et en introduisant un dispositif de financement par étudiant en fonction de la situation

socio-économique. Le relèvement du niveau des compétences de la main-d'œuvre sera déterminant pour améliorer les chances de trouver un emploi.

Les réformes des marchés de produits devront aller de l'avant afin de stimuler la productivité. Le renforcement de la concurrence dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'agriculture, procurerait des avantages aux consommateurs et améliorerait la compétitivité de l'ensemble de l'économie, tout en contribuant à réduire le déficit extérieur. La libéralisation des secteurs de l'électricité et du gaz naturel, prévue de longue date, doit être mise en œuvre. L'offre de services d'accès à l'Internet haut débit doit s'ouvrir davantage à la concurrence. L'aide à l'agriculture devrait se détourner du soutien des prix au profit de transferts directs et du développement rural.

La pauvreté et l'inégalité ont reculé en Turquie au cours des dix dernières années, mais les niveaux de départ étaient élevés. Pour que la croissance profite à tous, les politiques sociales doivent encourager l'activité des femmes, en ayant pour priorité d'offrir des services abordables de garde d'enfants et de prise en charge des personnes âgées. Le système d'impôts et de prestations doit mieux protéger les catégories vulnérables sans affaiblir les incitations au travail.

L'empreinte carbone par habitant de la Turquie est faible, mais devrait s'accroître rapidement à mesure que le rattrapage économique se poursuit, malgré le poids des écotaxes. Un recours plus systématique aux incitations économiques fondées sur le marché afin de freiner les émissions et une plus grande neutralité entre sources d'émission s'imposent.

À plus long terme, maintenir la dynamique de convergence avec les économies de l'OCDE les plus avancées exigera d'apaiser en douceur les tensions macroéconomiques et d'intensifier les efforts de réforme pour optimiser le dividende démographique de la Turquie. D'après les résultats d'une analyse par scénarios, d'ici 2030, cette stratégie pourrait dopper la production et les revenus de 25 % par rapport au scénario de base de l'OCDE.



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Turkey 2012

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2012-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Résumé », dans *OECD Economic Surveys: Turkey 2012*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-tur-2012-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.